



Une inspection IGAC / IGF de l'Inrap qui ressemble beaucoup à une inspection générale de l'archéologie préventive

Depuis le début du mois de janvier 2026, est menée à l'Inrap une inspection conjointe de l'Inspection Générale des Affaires Culturelles (IGAC) et de l'Inspection Générale des Finances (IGF). Selon nos sources, elle doit se terminer à la fin du mois de février pour la remise d'un rapport à la fin du mois de mars. La démarche n'est pas anormale au terme de trois mandats de l'ancien DG, Daniel Guérin et en préparation du départ de l'actuel président D. Garcia en début d'année 2027.

Pourtant cette inspection soulève des questions nombreuses, alimentées par une opacité inquiétante. Le ministère n'a pas éprouvé le besoin d'informer ni les organisations syndicales représentatives de l'archéologie, ni les Services régionaux de l'archéologie :

→ **Le périmètre de l'inspection dépasse largement le cadre de l'Inrap** et il ne s'agit pas seulement de faire le check-up santé de l'établissement. C'est une inspection de toute l'économie générale de l'archéologie préventive. Ainsi, l'audition est élargie à tous les acteurs de l'archéologie : Inrap, DRAC et SRA, collectivités territoriales et ANACT, ainsi que les opérateurs privés et les aménageurs...

→ En ligne de mire, la **réduction des missions de diagnostics pour les aligner sur les moyens évidemment insuffisants**, puisque les diagnostics, missions de service public, ne sont pas financés à la hauteur des besoins. La grille des questions de l'inspection étudie le dispositif et sa viabilité comme si on était revenu en 2012-2013 au moment du « Livre Blanc de l'Archéologie » en interrogeant les acteurs et opérateurs pour savoir comment régler la question de l'embouteillage des diagnostics. Parmi les hypothèses : 1/ Et si les diagnostics étaient ouverts à la concurrence ? 2/ Et si l'Inrap ne faisait plus que les diagnostics ?

→ En plus du changement de gouvernance à la tête de l'Inrap, cette inspection est menée dans le contexte des pressions et gesticulations d'un opérateur privé qui organise depuis plusieurs années un harcèlement juridique de l'Inrap, maintenant élargi aux collectivités territoriales et aux aménageurs.

Le Directeur général de l'Inrap a informé cette semaine que les représentants du personnel seraient auditionnés le 17 février 2026 par les inspecteurs. En parallèle, nous demandons à être reçus à nouveau par la Direction générale des patrimoines, dont la nouvelle directrice n'est autre que l'ancienne directrice de cabinet adjointe de la ministre, rencontrée 5 fois en 2025 dans le cadre des mobilisations. Le constat n'a pas changé ! La Sous direction de l'archéologie nous tient à l'écart de tous les sujets, comme elle le fait des inspecteurs du patrimoine, des conservateurs régionaux et des autres acteurs de la discipline.

La dégradation totale des échanges et des relations avec la sous-direction de l'archéologie depuis plusieurs années est étendue à l'ensemble de la communauté des archéologues. Le sous-directeur travaille avec opiniâtreté, et dans la plus grande opacité, à entraver le travail des Services régionaux de l'archéologie.

L'arlésienne de la mise en concurrence ou de la filialisation des diagnostics à l'Inrap est un miroir aux alouettes.

La solution viable c'est l'adaptation des moyens aux missions et non l'inverse !

Il faut arrêter la casse du service public de l'archéologie et redonner du sens aux missions. Les taxes et redevances d'archéologie préventive (TAP et RAP) permettent de collecter plus de 160 millions d'euros par an (191 millions en 2023), dont plus de 30 % échappent aux services publics de l'archéologie et partent dans le budget général de l'État. Aller réclamer leur affectation relèverait du courage politique ! C'est pourtant la seule issue à un problème qui ne trouvera aucune autre solution.

Avant d'être reçus par les inspecteurs, les organisations syndicales ont demandé à avoir connaissance de leur lettre de mission, ce qui vient de nous a été refusé. Nous aurons le droit de répondre aux questions, voire d'en poser, mais sans connaître les attendus réels de cette inspection !

A suivre donc ...